

Les dispositifs devront être pratiques (dans certains cas, portatifs), fiables, durables, robustes, stables et, surtout, conviviaux, car ils seront utilisés par de nombreux inspecteurs différents, dans les lieux d'application mêmes. Dans certains secteurs, l'automatisation est souhaitable.

Les dispositifs et les technologies correspondantes doivent être exportables : ces dernières doivent être transférables, compte tenu des restrictions du Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques (COCOM). La liste principale des technologies qui continueront d'être contrôlées sera dressée en fonction des huit catégories suivantes d'éléments essentiels du point de vue stratégique : conception, mise au point et production des systèmes électroniques; matériaux de pointe et traitement des matériaux; télécommunications; capteurs, systèmes de capteurs et lasers; systèmes de navigation et d'avionique; technologie maritime; ordinateurs; et systèmes de propulsion. On doit désigner d'ici la fin de 1990 les éléments précis qui figureront sur la liste principale.

Les technologies doivent valoir leur pesant d'or. Les deux PPCMS qui comportent des capteurs coûteux (le *Cargo-scan*, par exemple) coûteraient, estime-t-on, 500 millions de dollars au cours des 15 ans que durera le Traité sur les FNI. Des inspections sur court préavis d'installations surveillées par PPCMS pourraient bien être tout aussi efficaces et coûter beaucoup moins cher, à condition que l'entrée dans telle ou telle installation ne soulève aucune difficulté importante concernant la sécurité ou les droits de propriété. On estime qu'il coûterait dix millions de dollars pour mettre en oeuvre la méthode CORTEX afin de confirmer la puissance libérée par une seule explosion nucléaire expérimentale.

Il existe des défis technologiques dans de nombreux secteurs. Comment obtenir des résultats optimaux en combinant les MTN, les inspections sur place, le régime «Ciel ouvert», et les inspections aériennes? Comment donner aux traités des applications communes pour ce qui est des modes de vérification et des objectifs de la vérification? Quels sont le pour et le contre des technologies de pointe par rapport à leur exportabilité? En vertu de quels critères décide-t-on qu'une technologie de pointe est effectivement exportable? Quand met-on en oeuvre les clauses d'un traité et quand choisit-on plutôt de protéger de l'information à caractère confidentiel ou secret? Une fois additionnés, tous les frais à subir (argent, personnel et matériel) pour garantir une vérification «efficace», l'emporteront-ils sur les avantages?

Un certain nombre de facteurs limiteront l'évolution des technologies de la vérification. Des restrictions budgétaires de plus en plus fortes au chapitre de la défense et l'affaiblissement de la menace ont rendu de plus en plus souhaitable la simplification et la réduction des programmes d'IP. Il faut malgré tout poursuivre des travaux de recherche et de développement pour garantir l'existence de techniques utilisables dans le cadre des programmes d'IP que les nouveaux accords prévoient; ces derniers doivent comporter des clauses qui autoriseront la modernisation des techniques d'inspection, à mesure que de nouvelles méthodes seront mises au point. Les techniques d'inspection sur place ne représentent peut-être pas un grand secteur de croissance, mais elles continueront à jouer un rôle important dans les régimes de vérification qui accompagneront la plupart des accords de limitation des armements dans l'avenir.

